

Hiolle Industries

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

ORCOM AUDIT
2, avenue de Paris
45056 Orléans cedex 1
S.A.S. au capital de € 850 000
323 479 741 R.C.S. Orléans

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
14, rue du Vieux Faubourg
59042 Lille cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Hiolle Industries

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Hiolle Industries,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Hiolle Industries relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans l'annexe des comptes consolidés concernant l'application de la décision de mai 2021 du Comité d'Interprétation des normes IFRS relative à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » dans le paragraphe « Changement de méthodes et de présentation ».

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- ▶ Votre groupe procède chaque année à un test de dépréciation des *goodwills* et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 3.3 « *Goodwills* - Regroupement d'entreprises » et 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation au niveau des UGT définies par votre groupe, les prévisions de flux de trésorerie ainsi que les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.
- ▶ Comme indiqué dans la note 3.3 « Estimations » de l'annexe aux comptes consolidés, les prévisions reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.
- ▶ Votre groupe constate dans ses comptes consolidés le chiffre d'affaires et le résultat sur les contrats de longue durée selon les modalités décrites dans la note 3.3 « Comptabilisation du chiffre d'affaires selon la norme IFRS 15 » de l'annexe aux comptes consolidés. Le degré d'avancement et la marge sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les chargés d'affaires sous le contrôle de la direction générale.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données ainsi que les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par votre groupe, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale.

- ▶ Comme indiqué dans la note 3.3 « Estimations » de l'annexe aux comptes consolidés, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.
- ▶ Votre groupe constitue des provisions telles que décrites dans la note 3.3 « Provisions » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données ainsi que les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre groupe, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à vérifier que les notes 3.3 « Provisions », 4.13 « Provisions pour risques et charges » et 4.15 « Actifs et passifs éventuels » de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

- ▶ Comme indiqué dans la note 3.3 « Estimations » de l'annexe aux comptes consolidés, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Orléans et Lille, le 26 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ORCOM AUDIT



Bruno Rouille

ERNST & YOUNG Audit

Romain Lancelle



**COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXES
AU 31 12 2021**

États de synthèse

Bilan consolidé actif

Libellé	Note	2021	2020
Goodwills	4-1	6 412 947	8 013 827
Immobilisations incorporelles	4-2	128 523	188 809
Immobilisations corporelles	4-3	3 352 440	4 812 015
Droits d'utilisation	4-3	5 352 603	4 773 588
Actifs financiers non courants	4-4	455 932	513 185
Impôts différés - actif	4-5	37 696	69 578
Autres actifs non courants	4-6	262 889	31 772
Actif non courant		16 003 030	18 402 773
Stocks et en-cours	4-7	11 759 482	11 574 359
Créances d'exploitation < 1 an	4-8	38 264 707	35 396 733
Créances hors d'exploitation < 1 an	4-9	4 186 378	4 928 256
Instruments financiers actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Comptes de régularisation			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4-10	14 082 114	15 293 826
Comptes de régularisation	4-9	148 423	343 598
Actif courant		68 441 104	67 536 771
Actifs non courants détenus en vue de la vente & act abandonnés			12 620
Total ACTIF		84 444 135	85 952 165

Bilan consolidé passif

Libellé	Note	2021	2020
Capital	4-11	10 000 000	10 000 000
Primes liées au capital		6 266 724	6 266 724
Réserves liées au capital		822 930	822 930
Réserves de consolidation groupe		13 617 951	14 282 009
Résultat de l'exercice		5 157 336	4 285
Capitaux propres part du groupe		35 864 941	31 375 948
Intérêts ne conférant pas le contrôle		44 533	586 948
Total des capitaux propres		35 909 474	31 962 896
Engagements retraite et assimilés	4-13	2 288 381	2 441 177
Provisions non courantes	4-13	113 124	96 573
Impôts différés - passif	4-5	28 317	66 392
Dettes financières à long terme	4-12	10 720 626	16 846 901
Dettes sur droit d'utilisation immobilier - Non courantes	4-12	3 995 860	3 512 359
Dettes sur droit d'utilisation mobilier- Non courantes	4-12	18 649	76 806
Autres passifs non courants		58 018	55 284
Passif non courant		17 222 974	23 095 491
Provisions pour risques et charges	4-13	622 914	488 725
Dettes financières à court terme	4-12	5 106 325	4 071 836
Dettes sur droit d'utilisation immobilier - Courantes	4-12	1 146 221	962 763
Dettes sur droit d'utilisation mobilier- Courantes	4-12	82 529	245 089
Dettes d'exploitation < 1 an	4-14	20 722 769	21 918 608
Dettes d'impôt exigible	4-14	1 043 367	182 632
Dettes hors exploitation < 1 an	4-14	1 207 318	811 471
Comptes de régularisation	4-14	1 380 244	2 212 653
Passif courant		31 311 687	30 893 778
Passifs non courants détenus en vue de la vente & act abandon.			
Total PASSIF		84 444 135	85 952 165

Compte de résultat consolidé

Etat du résultat net	Note	2021	2020
Chiffre d'affaires	2-1	88 890 268	74 654 782
Achats consommés	5-1	(26 552 284)	(22 407 260)
Charges externes	5-2	(20 547 571)	(18 964 466)
Charges de personnel	5-3	(30 828 052)	(28 255 751)
Impôts et taxes		(798 336)	(755 212)
Dotations d'exploitation		(1 763 302)	(1 681 235)
Dotations sur les droits d'utilisation		(1 601 488)	(1 693 415)
Autres produits et charges opérationnels courants		(573 564)	(97 048)
Produits et charges opérationnels non récurrents	5-4	2 630 646	284 509
Dépréciation et correction des écarts d'acquisition		(1 600 880)	
Résultat opérationnel		7 255 437	1 084 905
Coût de l'endettement financier net		(214 303)	(126 408)
Coût des charges financières sur droits d'utilisation		(77 278)	(56 331)
Charges d'impôt	5-5	(1 654 924)	(823 417)
Quote-part de résultat des entreprises associées			
Résultat net des activités poursuivies		5 308 932	78 748
Résultat net des activités abandonnées			
Résultat net de l'ensemble consolidé		5 308 932	78 748
Intérêts minoritaires		151 596	74 463
Résultat net (Part du groupe)		5 157 336	4 285
Résultat de base des activités poursuivies /Action	5-7	0,56	0,01
Résultat dilué des activités poursuivies /Action		0,56	0,01

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2021	2020
Résultat net total des entités consolidées	5 308 932	78 748
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Dotations nettes aux amortis, dépr. et provisions	5 302 075	3 365 736
Charges et produits liés aux stocks options et assimilés		
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur	(3 592)	(3 445)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(2 739 276)	(298 461)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		
CAF après coût de l'endettement financier	7 868 139	3 142 578
Coût de l'endettement financier	217 707	149 466
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	1 475 883	823 417
CAF avant coût de l'endettement financier et impôt	9 561 729	4 115 461
Variation du BFR	(5 848 700)	(6 866 346)
Flux tréso actifs non courants à céder et act abandonnées		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'EXPLOITATION (I)	3 713 028	(2 750 885)
Acquisitions d'immobilisations	(3 926 315)	(5 277 898)
Cessions d'immobilisations	92 230	990 433
Réduction des autres immobilisations financières	46 735	40 023
Incidence des variations de périmètre	4 202 405	
Flux tréso actifs non courants à céder et act abandonnées		
Variation nette des placements à court terme		
Opérations internes Haut de Bilan	(29 577)	6 320
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	385 478	(4 241 122)
Emissions d'emprunts	542 981	28 504 772
Dettes sur droits d'utilisation	2 136 576	950 431
Remboursements d'emprunts	(5 253 206)	(12 545 022)
Remboursements des dettes sur droits d'utilisation	(1 665 444)	(1 691 882)
Coût de l'endettement financier	(217 707)	(149 466)
Dividendes versés par des filiales	(135 000)	
Dividendes reçus/versés de la société mère	(642 247)	
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		3 531
Variation nette des concours bancaires		(376)
Augmentations / réductions de capital		
FLUX NET DE TRESO. GENERALE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(5 234 047)	15 071 988
Variation de change sur la trésorerie (IV)	4 632	(29 642)
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE (IV)	4 632	(29 642)
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(1 130 908)	8 050 339
Trésorerie : ouverture	15 205 415	7 175 291
Trésorerie : correction à-nouveaux / reclassements		(20 217)
Trésorerie : clôture	14 074 507	15 205 415

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Écarts de conversion	Réserve de consolidation	Autres instruments de capitaux propres	Résultat	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part Hors-Gruppe	Total
31/12/2019	10 000 000	6 266 724	822 930	(2 631 666)	(13 885)	15 840 218	(323 944)	1 925 323	31 885 700	528 005	32 413 706
Opérations en capital fondées sur des actions											
Opérations sur titres auto-détenus				(28 366)					(28 366)		(28 366)
Affectation du résultat						1 925 323		(1 925 323)			
Résultat net de l'exercice								4 285	4 285	74 464	78 749
Réévaluation et cessions des immo. corp. et incor.											
Dividendes versés par la société mère											
Ecarts de conv. : résultat enregistré en capitaux propres					(16 197)				(16 197)	(17 245)	(33 442)
Variation de périmètre											
Autres						(141 905)			(141 905)	1 724	(140 181)
Prov. Pour retraite : écart actuariel							(327 570)		(327 570)		(327 570)
Impôts différés sur écart actuariel											
31/12/2020	10 000 000	6 266 724	822 930	(2 660 032)	(30 082)	17 623 637	(651 514)	4 285	31 375 947	586 948	31 962 896
Opérations en capital fondées sur des actions											
Opérations sur titres auto-détenus				3 560					3 560		3 560
Affectation du résultat						4 286		(4 286)			
Résultat net de l'exercice								5 157 336	5 157 336	151 596	5 308 932
Réévaluation et cessions des immo. corp. et incor.											
Dividendes versés par la société mère						(642 247)			(642 247)		(642 247)
Ecarts de conv. : résultat enregistré en capitaux propres					11 951				11 951	779	12 730
Variation de périmètre						(1 586)			(1 586)	(670 415)	(672 001)
Autres						(40 019)			(40 019)	(24 375)	(64 394)
Prov. Pour retraite : écart actuariel											
Impôts différés sur écart actuariel											
31/12/2021	10 000 000	6 266 724	822 930	(2 656 472)	(18 131)	16 944 070	(651 514)	5 157 335	35 864 941	44 533	35 909 474

Annexe aux Comptes Consolidés

Note 1 – Informations générales

1 – 1 Présentation du Groupe

- La SA HIOLLE INDUSTRIES

La société HIOLLE Industries est une société anonyme au capital de 10 000 000 euros, immatriculée au registre du commerce de Valenciennes (France) sous le numéro 325 230 811 et dont le siège social est situé 9 Avenue Marc Lefrancq à PROUVY (59121).

Au 31 décembre 2021, la société HIOLLE Industries est la société mère d'un groupe de 8 filiales françaises et 5 filiales étrangères (marocaine, algérienne, suisse, canadienne et sénégalaise) intégrées globalement. Ces sociétés évoluent dans les différents secteurs de l'industrie.

- Le Groupe HIOLLE INDUSTRIES

En tant qu'holding animatrice et gestionnaire de projets, HIOLLE Industries fédère ses filiales en deux grands pôles d'activités :

- Le pôle « Ferroviaire et Aéronautique » avec :

- La maintenance et le SAV ainsi que les travaux neufs (câblage de dalles sous châssis, dalles sous pavillon, pupitres de conduite, armoires de commande) pour les grands donneurs d'ordres tels que les constructeurs, les exploitants et les équipementiers ;
- L'automatisme industriel et l'électronique ;
- L'usinage de précision ;
- Le câblage d'équipements électriques embarqués et les prestations d'intégration et de réparation sur sites pour les grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique.

- Le pôle « Services et Environnement » avec :

- L'ensemble des métiers traditionnels liés à l'industrie (tuyauterie, électricité, hydraulique, construction métallique, traitement thermique, mécanique, contrôle métallurgique, maintenance...);
- Les transferts industriels transcontinentaux d'usines clés en mains ;
- La conception, la fabrication et l'installation de matériels de traitement des déchets solides, notamment dans le secteur du traitement des déchets ménagers, des déchets industriels banals, des déchets verts et les lignes de broyage pour véhicules hors d'usage ;
- L'installation d'équipements pour le traitement des fumées et autres rejets ;
- Les prestations de services (maintenance, gros entretien) pour les installations de traitements de déchets ;
- L'ingénierie dans le traitement de l'eau ;
- Les travaux neufs et la maintenance en électricité industrielle et tertiaire, l'installation et la mise en service de pompes à chaleur et unités de climatisation.

1 – 2 Caractéristiques de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Le Groupe HIOLE Industries, malgré une baisse de son chiffre d'affaires de 13 % liée à la crise sanitaire, affiche pour 2020 un résultat net équilibré. Les chiffres clés en K € de l'année sont les suivants :

En K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	88 890	74 655	19%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	64 576	52 886	22%
Dont Services Industriels et Environnement	24 314	21 769	12%
EBITDA (1)	12 221	4 460	174%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	8 333	3 854	116%
Dont Services Industriels et Environnement	3 889	606	542%
Résultat opérationnel courant	6 226	800	678%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	4 772	1 435	233%
Dont Services Industriels et Environnement	1 454	(635)	-329%
Résultat opérationnel	7 255	1 084	569%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	5 244	1 780	195%
Dont Services Industriels et Environnement	2 011	(696)	-389%
Résultat net	5 309	79	6642%
Dont Résultat part du Groupe	5 157	4	120258%

(1) Détail du calcul de l'EBITDA

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat opérationnel	7 255	1 085
Dotations d'exploitation	1 763	1 681
Dotations sur les droits d'utilisation	1 601	1 693
Dépréciation du Goodwill	1 601	
	12 221	4 460

Activités 2021

2021 est résolument une année de croissance et de rentabilité pour le Groupe HIOLE Industries.

HIOLE Industries enregistre ainsi pour l'exercice 2021 un chiffre d'affaires consolidé de 88 890 K€ en hausse de 19 % par rapport à 2020.

L'EBITDA, en forte progression, s'établit à 12 221 K€ contre 4 460 K€ en 2020.

Le résultat opérationnel s'établit à 7 255 K€ pour une rentabilité de 8,3 %.

Après déduction des charges financières et de la charge d'impôt pour un montant total de 1 946 K€, le résultat net ressort à 5 309 K€, présentant une rentabilité nette proche de 6 %.

Le secteur « *Ferroviaire et Aéronautique* » (73 % du chiffre d'affaires consolidé) présente une progression de son chiffre d'affaires de 22 % et maintient donc fidèlement une tendance haussière qui fut au rendez-vous toute l'année, tant pour les activités ferroviaires qu'aéronautiques. Ce secteur génère sur 2021 un EBITDA de 8 333 K€.

Même constat pour le secteur « *Services et Environnement* » qui performe avec un taux de croissance de presque 12 %, malgré la comptabilisation d'uniquement 7 mois d'activité de TEAM TURBO MACHINES, suite à la cession de cette filiale en août 2021. Ce secteur génère sur 2021 un EBITDA de 3 889 K€. L'impact exceptionnel de la cession de TEAM TURBO MACHINES sur les résultats s'élève à 2 707 K€. Cet impact est diminué d'une dépréciation de goodwill du secteur d'un montant de 1 601 K€.

Situation financière au 31/12/2021

L'endettement financier atteint 21 070 K€. La trésorerie active s'élève à 14 082 K€. Le Groupe présente donc un endettement net de 6 988 K€ pour des capitaux propres qui s'élèvent à 35 708 K€.

Note 2 – Informations sectorielles

2 – 1 Informations sectorielles relatives au compte de résultat consolidé

Chiffre d'affaires par secteurs d'activités	2021	% du CA	2020	% du CA
Ferroviaire et Aéronautique	64 576 466	73%	52 885 542	71%
Services Industriels et Environnement	24 313 802	27%	21 769 240	29%
Total	88 890 268	100%	74 654 782	100%

Chiffre d'affaires par secteurs géographiques	2021	% du CA	2020	% du CA
CA réalisé par les filiales françaises	84 248 344	95%	72 711 357	97%
CA réalisé par les filiales étrangères	4 641 924	5%	1 943 425	3%
Total	88 890 268	100%	74 654 782	100%

	Chiffre d'affaires Consolidé	Résultat Opérationnel	Ebitda	Résultat Financier	Charges d'Impôts	Résultat net
31/12/2021						
Ferroviaire et Aéronautique	64 576 466	5 244 399	8 332 569	(300 658)	(1 346 362)	3 597 378
Services Industriels et Environnement	24 313 802	2 011 040	3 888 540	9 077	(308 561)	1 711 556
Total	88 890 268	7 255 439	12 221 109	(291 581)	(1 654 924)	5 308 934
31/12/2020						
Ferroviaire et Aéronautique	52 885 542	1 780 469	3 853 817	(178 160)	(716 588)	885 722
Services Industriels et Environnement	21 769 240	(695 564)	605 738	(4 579)	(106 830)	(806 974)
Total	74 654 782	1 084 905	4 459 555	(182 739)	(823 418)	78 748

2 – 2 Informations sectorielles relatives au bilan consolidé

31/12/2021	Immobilisations Corporelles	Endettement Net
Ferroviaire et Aéronautique	2 389 171	9 992 036
Services Industriels et Environnement	963 269	(3 003 942)
Total	3 352 440	6 988 094

31/12/2020	Immobilisations Corporelles	Endettement Net
Ferroviaire et Aéronautique	2 784 799	11 249 544
Services Industriels et Environnement	2 027 216	(827 617)
Total	4 812 015	10 421 927

Note 3 – Référentiel, périmètre de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation

Le Groupe clôture son exercice le 31 décembre. Les comptes consolidés 2021 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire de HIOLLE Industries du 06/04/2022 et approuvés par le conseil de Surveillance du 07/04/2022. Ils seront soumis pour approbation de l'Assemblée générale des actionnaires le 02/06/2022.

3 – 1 Référentiel et normes

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Changement de méthodes et de présentation

Conformément aux textes en vigueur, nous vous informons qu'aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes et dans les méthodes d'évaluation retenues en 2021.

Normes, amendements de normes et interprétations applicables ou appliquées à compter du 1er janvier 2021

Les normes et interprétations suivantes applicables, de façon obligatoire, à compter du 1er janvier 2021 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés de Hiolle Industries au 31 décembre 2021. Elles concernent principalement :

- amendements à IAS 1 ET IAS 8 – Définition du terme « significatif » ;
- amendements à IFRS 3 « Définition d'une entreprise »;
- amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS
- amendements à IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative »
- amendement à IFRS 16 Contrats de location - Aménagements des loyers liés à la Covid-19 approuvé par l'Union européenne le 12 octobre 2020 : son impact n'est pas significatif sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 ;
- Interprétation de l'IFRS Interpretation Committee (IC) relative à l'appréciation des durées exécutoires des contrats de location et de l'amortissement des agencements : Le Groupe a mis en œuvre les décisions de l'IFRS IC, publiées le 16 décembre 2019, sur l'appréciation des durées de location pour les contrats renouvelables par tacite reconduction ou sans date d'échéance contractuelle. L'IFRS IC confirme qu'il faut déterminer la période exécutoire, en retenant une vision économique, au-delà des caractéristiques juridiques. Les contrats concernés sont essentiellement les baux immobiliers. Par ailleurs, l'IFRS IC a également confirmé que la durée d'amortissement des agencements non déplaçables ne doit pas être supérieure à la durée du contrat de location. L'impact de ces décisions de l'IFRS IC n'est pas significatif sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 31 décembre 2021

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2021 :

- amendements à IFRS 9 et IFRS 7 « Réforme des taux de référence ». Les modifications seront applicables sur les exercices commençant après le 1er janvier 2021 ;
- amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers - Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat » ;
- amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles - Comptabilisation des produits générés avant la mise en service » ;
- amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises – Références au cadre conceptuel ».

3 – 2 Périmètre de consolidation

Méthodes de consolidation

Toute filiale dont le groupe a le contrôle est intégrée en intégration globale. Le contrôle est acquis au Groupe lorsque celui-ci a le pouvoir de prendre les décisions d'ordre opérationnel de manière à obtenir des avantages des activités des filiales.

Le périmètre de consolidation au 31/12/2021 comprend les sociétés listées dans le tableau de la page suivante. De plus, les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable ou, avec la mise en application de la norme IFRS 10, un contrôle conjoint avec d'autres partenaires, sont consolidées par mise en équivalence.

Entrées et sorties du périmètre de consolidation

La société TEAM TURBO MACHINES était intégrée en intégration globale au 31/12/2020.

L'intégralité des titres détenus par HIOLLE INDUSTRIES ont été cédés à un Groupe tiers en date du 06 août 2021.

En conséquence de cette cession hors Groupe, la société TEAM TURBO MACHINES est sortie du périmètre de consolidation au 31/12/2021.

Les comptes consolidés présentés tiennent compte des données de TEAM TURBO MACHINES du 01/01/2021 au 06/08/2021.

Variations du pourcentage de contrôle

Depuis le 1^{er} janvier 2010 le Groupe applique la norme IFRS 10 amendée *Etats financiers consolidés et individuels* (2008) pour comptabiliser les acquisitions/cessions de participations ne donnant pas/perdant pas le contrôle. Le changement de méthode comptable a été appliqué prospectivement.

Depuis cette date, les acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des transactions avec des propriétaires agissant en cette qualité, et, en conséquence, aucun goodwill n'est comptabilisé.

Des diminutions de la part d'intérêt de la société mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres.

En application de cette norme le résultat et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux propriétaires de la société mère et aux participations ne conférant pas le contrôle. Le résultat global total est attribué aux propriétaires de la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

Date de fin d'exercice

Les sociétés consolidées clôturent leur exercice social au 31 décembre.

Les comptes consolidés ont donc été établis à partir des comptes annuels des différentes sociétés clôturées au 31 décembre 2021.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Ouverture)	% d'intérêt (Clôture)	Adresse	Pays	Siret
SA HIOLLE INDUSTRIES	01	IG	100	100	9 Avenue Marc Lefrancq - 59121 Prouvy	FRANCE 32523081100060
SA TEAM	02	IG	99,98	99,98	54 rue E Macarez - 59300 Valenciennes	FRANCE 31892008900030
ATM	04	IG	75	75	10 Chemin du Ruisseau, 33650 MARTILLAC	FRANCE 83320752500019
HIOLLE INDUSTRIES ALGERIE	08	IG	49	49	N7 Hai Hidouci, Route Nationale n°8 - 16200 ALGER	ALGERIE 16/00-1042420B16
HIOLLE INDUSTRIES SUISSE	09	IG	100	100	Route de Pré-jacquet ZI A26- 1844 Villeneuve-Suisse	SUISSE 276360880
HIOLLE INDUSTRIES CANADA	33	IG	100	100	43 rue Charles Ouest – Longueuil Québec	CANADA 1173401978
SA EUROP USINAGE	05	IG	99,90	99,90	Rue du Commerce - 59590 Raismes	FRANCE 40862934300018
SAS AMODIAG ENVIRONNEMENT	11	IG	100	100	9 Avenue Marc Lefrancq - 59121 Prouvy	FRANCE 38113012900095
SAS APEGELEC INDUSTRIES	12	IG	100	100	Parc de la chaussée romaine - 02100 St Quentin	FRANCE 39495531400023
SAS HIOLLE TECHNOLOGIES	13	IG	100	100	9 Avenue Marc Lefrancq - 59121 Prouvy	FRANCE 33290964700031
SAS RHEA ELECTRONIQUE	14	IG	100	100	Zone d'activité du Moulin - 59193 Erquinghem lys	FRANCE 35104046400031
HIOLLE INDUSTRIES MAROC	27	IG	99,60	99,60	Douar Lak loucha-Route d'el Jadida - Casablanca	MAROC rc Casablanca
GRAFF	28	IG	100	100	4 rue des mésanges - 57290 Fameck	FRANCE 30384713100016
AMODIAG SENEGAL	46	IG	52	52	Parcelle assainies Unité 7 Villa 246 Dakar	SENEGAL 006785268

3 – 3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Goodwills – Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par IFRS 3 – Regroupement d'entreprises. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs, des passifs et passifs éventuels (comptabilisés dans le cas où la juste valeur peut être déterminée de manière suffisamment fiable) identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill. Les Goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel. La perte de valeur éventuelle est comprise dans les « Autres produits et charges opérationnels ». Les Goodwills négatifs sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition, dans le poste « Autres produits et charges opérationnels ».

Résultat par action

Le résultat par action non dilué est calculé en fonction du résultat net part du groupe sur la base du nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice, sous déduction des actions auto-détenues. Il n'existe pas d'instrument de dilution au 31/12/2021.

Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que les logiciels. Elles figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations ayant une durée d'utilité définie sont amorties par annuités constantes selon le tableau suivant :

Logiciel	3 à 10 ans
Fichier clients ATM	6 ans

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties mais font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît et au moins une fois par an.

Les activités de développement impliquent l'existence d'un plan ou d'un modèle en vue de la production de produits et procédés nouveaux ou substantiellement améliorés. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si et seulement si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, la façon dont l'incorporel générera des avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif. Compte tenu des projets en cours dans le groupe, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses composants s'ils ont des durées d'utilisation différentes.

Constructions et installations photovoltaïques	20 ans
Aménagements des constructions	10 à 30 ans
Matériel et outillage	3 à 20 ans
Installations générales	10 à 20 ans
Matériel de transport	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 à 15 ans

Perte de valeur des actifs immobilisés autres que financiers

Selon la norme IAS 36 « dépréciation d'actif », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur au minimum une fois par an. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (catégorie limitée pour le Groupe aux goodwill), ainsi que pour les immobilisations en cours.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs.

Les UGT définies par le Groupe sont depuis le 1^{er} janvier 2018 les deux grands pôles d'activités, alors que jusqu'en 2017 les UGT étaient les différentes filiales du Groupe.

La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie après impôt et actualisés. Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture sur la base du coût du capital spécifique au Groupe HIOLLE Industries S.A.

Les cash-flows sont issus des cash-flows attendus dans le cadre du budget prévisionnel élaboré par les entités opérationnelles et validé par la Direction Générale, et des perspectives d'activité des entités à l'horizon de cinq ans en tenant d'un portefeuille clients stable. Au-delà de cet horizon, des cash-flows sont extrapolés par application d'un taux de croissance à l'infini.

Au 31/12/2021, les hypothèses sont les suivantes :

- Une croissance à l'infini de 2% ;
- Le taux de rendement des obligations d'état françaises à 10 ans, moyenne 1 an au 31/12/2021 de 1.6 % ;
- La prime de risque du marché des actions de 6.50 % ;
- Un bêta sectoriel au groupe de 0.75 ;
- Un taux d'actualisation de 9 %.

Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat en « Autres produits et charges d'exploitation » pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les goodwill affectés à l'U.G.T. puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'entité au prorata de la valeur nette comptable de chaque actif de l'unité.

Investissements et placements financiers

Les investissements financiers sont composés de cautions versées, de titres de participation non consolidés, de créances rattachées à des participations non consolidées, et de titres immobilisés.

Le groupe a enregistré dans ce poste les titres détenus dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou qui sont détenus dans le but de les revendre rapidement. Les placements financiers sont composés d'actifs financiers courts termes, ne présentant pas les caractéristiques de trésorerie ou quasi trésorerie. Ces éléments sont valorisés conformément aux dispositions des IAS 32 et IFRS 9 en fonction de la catégorie d'actifs financiers à laquelle ils appartiennent. Compte tenu de l'intention de gestion à court terme de ces éléments, la société a opté pour la présentation de ces éléments en juste valeur par le biais du compte de résultat.

Stocks

Les stocks sont valorisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Les matières premières et les marchandises sont valorisées au coût selon la méthode du Prix Moyen Pondéré.

Lorsque la valeur nette de réalisation, est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

Créances clients et produits constatés d'avance

Les créances et dettes sont enregistrées initialement à la juste valeur. Les dépréciations doivent être comptabilisées lorsque la valeur actualisée des cash-flows futurs attendus devient inférieure à la valeur comptable, après étude individuelle des dossiers de créances douteuses ou litigieuses.

Par ailleurs en accord avec la norme IFRS 9, les créances commerciales et autres actifs financiers courants évalués au coût amorti doivent être dépréciés à hauteur des pertes de crédit attendues en cas de défaut de paiement sur la durée de vie totale de la créance.

Les en cours sur les contrats, dont l'obligation de performance est transférée de manière continue sont retraités pour être valorisés selon la méthode de l'avancement et reclassés en factures à émettre. Une provision est comptabilisée dans le cas d'une marge déficitaire.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La ligne « Trésorerie et équivalents » inclut les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles. Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie court terme. Les valeurs mobilières comprennent les placements de trésorerie, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à tout moment. Pour que les valeurs mobilières soient considérées comme un équivalent de trésorerie, elles doivent être facilement convertibles et soumises à un risque négligeable de changement de valeur.

Comptabilisation du chiffre d'affaires selon la norme IFRS 15

Opérations partiellement exécutées à la clôture / Obligations de performance transférées de manière continue

Les produits provenant des prestations de services ou des livraisons de biens peuvent être comptabilisés en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, si l'obligation de performance est satisfaite de manière continue. Le degré d'avancement est reconnu en fonction des coûts encourus et ce degré d'avancement est appliqué au chiffre d'affaires à reconnaître.

Lorsque le résultat d'un contrat de ventes de prestations ne peut pas être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts du contrat qui ont été encourus c'est-à-dire en plafonnant au montant pour lequel il est « hautement probable » qu'ils ne feront pas ultérieurement l'objet d'ajustement significatif à la baisse. Une perte attendue sur un contrat est immédiatement comptabilisée en résultat.

Opérations achevées à la clôture / Obligations de performance transférées en une fois

Certains produits provenant de la vente de biens ou de service sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque le contrôle des biens a été transféré à l'acheteur à un instant précis, c'est-à-dire lorsqu'ils sont reçus et utilisés par l'acheteur en une fois.

Le transfert des contrôles a lieu à un moment précis où l'acheteur a, en fonction du contrat, le titre de propriété de l'actif, accepté l'actif, a transféré la possession matérielle de l'actif...

Ainsi pour certaines livraisons à l'international, le transfert a lieu lors du chargement des biens par le transporteur.

Autres informations

Les contrats comportant des coûts annexes refacturés aux clients et nécessaires au contrat, ne pourront donner lieu à la comptabilisation de chiffre d'affaires qu'en fonction de l'avancement du contrat. Les produits et les charges seront étalés en fonction de la production réelle prévisionnelle.

Les produits pour lesquels le groupe a déjà reçu le règlement ou est en droit d'obtenir le règlement mais dont le transfert de contrôle n'a pas encore eu lieu sont reclassées en comptes de régularisation.

Ventes de biens

Les produits provenant de la vente de biens sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, que la recouvrabilité de la contrepartie est probable, que les coûts encourus ou à encourir

associés et le retour possible des marchandises peuvent être évalués de façon fiable et que le Groupe n'est plus impliqué dans la gestion des biens.

Le transfert des risques et avantages est apprécié en fonction des termes des contrats de vente.

Pour certaines livraisons à l'international, le transfert a lieu lors du chargement des biens par le transporteur.

Estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations, ou appréciations. Il s'agit notamment de la détermination des produits et résultats sur les contrats de vente de prestations partiellement exécutés à la clôture, de la valorisation des actifs incorporels et de la détermination du montant des provisions. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes.

Les données définitives peuvent éventuellement différer de manière significative de ces estimations et hypothèses.

Aucun changement d'estimation n'a eu d'impact significatif sur la période présentée.

Risques

Les activités du groupe sont exposées à certains facteurs de risques. Sont analysés par secteurs d'activités, les risques suivants : les Risques financiers (liquidités, taux, change...), les risques juridiques (litiges, évolution réglementaire...), les risques opérationnels (liés aux marchés, aux fournisseurs...). Ces risques sont exposés dans le présent Rapport Financier Annuel en note 9. Ils ne présentent pas d'évolution significative sur l'année 2021.

Provisions

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites). L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société. Lorsque la date de réalisation de cette obligation est au-delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul actualisé, dont les effets sont enregistrés en résultat opérationnel.

Indemnités de départ à la retraite

A l'occasion de leur départ en retraite, les salariés du groupe ont droit à une indemnité de fin de carrière prévue par la Convention Collective de la Métallurgie ou la Convention Collective Syntec.

Cet engagement, à prestations définies, est calculé selon les dispositions de la Convention Collective en fonction de l'ancienneté, de l'âge du salarié et de la probabilité de présence dans l'entreprise au jour du départ en retraite.

La méthode employée est celle des unités de crédit projetées.

Les hypothèses actuarielles retenues sont :

	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	0.98 %	0.59 %
Taux de progression des salaires	1.00 %	1.00 %
Taux d'inflation	0 %	0%

Les calculs sont réalisés sur l'hypothèse d'un turn-over moyen pour la majorité des sociétés, un turn-over fort a été retenu pour HIOLLE Technologies et AMODIAG Environnement, un turn-over faible a été retenu pour ATM.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres instruments de capitaux propres de l'exercice durant lequel ils apparaissent.

En 2021, à la vue de l'impact significatif de l'évolution du taux d'actualisation sur les capitaux propres, ce paramètre a été mis à jour à 0.98%.

Médailles du travail

Les engagements, à prestations définies, envers le personnel issu de la remise de Médailles du travail ont été valorisés et font l'objet d'une provision, actualisée au même taux que l'engagement retraite.

Dettes financières

Les dettes financières comprennent les emprunts évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des produits dérivés actifs et passifs

Le groupe peut utiliser des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des valorisations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte.

Le Groupe n'a pas opté pour le volet 3 de la norme IFRS 9 pour l'application de la comptabilité de couverture. Il continue donc d'appliquer les règles d'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

Le groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées dans le résultat de la période, venant ainsi compenser les pertes ou gains latents reconnus sur l'instrument couvert à hauteur de la part efficace.

Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

Impôts différés

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable au taux de 25 % pour 2021. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice sur l'autre sont inscrits dans le résultat de l'exercice au cours duquel la modification est constatée.

Les économies d'impôts résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs. Seuls les montants dont l'utilisation est probable sont inscrits à l'actif du bilan.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Contrats de location financements et contrats de location simples

La norme IFRS 16 remplace la norme IAS 17.

La norme IFRS 16 impose la comptabilisation au bilan du preneur de tous les contrats de location, ces derniers étant à l'origine :

- d'un droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- d'une dette au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.

Il en résulte que pour les preneurs, la distinction entre les locations simples et les locations financement disparaît. Peu importent les caractéristiques du contrat pour le preneur, il sera reflété à son bilan en toute hypothèse.

La norme comporte deux exceptions : l'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an, l'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD).

Pour le groupe, l'application de la norme IFRS 16 s'est imposée sur tous les contrats de locations et de crédit-bail (hors exceptions énoncées au paragraphe précédent) qui étaient jusqu'alors enregistrés en contrat de location simple ou en contrat de location de crédit-bail.

Les biens en locations tels que définis par la norme IFRS 16 « contrats de location », sont présentés à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les durées retenues et le mode d'amortissement pratiqués sur ces biens correspondent aux normes du groupe.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement ont été comptabilisées comme une réduction du coût d'acquisition des immobilisations concernées.

Coûts d'emprunts

Conformément à la norme IAS 23 révisée « coûts d'emprunts », les coûts d'emprunts sont incorporés dans le coût de l'actif lorsqu'ils sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés en charges financières au cours de la période à laquelle ils se rattachent.

Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité principale et distincte, qui a été cédée ou qui est détenue en vue de la vente, ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente. La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Lorsqu'une activité est classée en activité abandonnée, le compte de résultat comparatif est retraité comme si l'activité avait satisfait aux critères d'une activité abandonnée à compter de l'ouverture de la période comparative.

Actifs non courants destinés à la vente

Les actifs non courants (ou groupe d'actifs et passifs destiné à être cédé) dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue sont classés comme actifs détenus en vue de la vente. Immédiatement avant leur classification comme détenus en vue de la vente, les actifs (ou les composants du groupe destiné à être cédé) sont évalués selon les principes comptables du Groupe.

Ensuite, les actifs (ou groupe d'actif destiné à être cédé) sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Toute perte de valeur au titre d'un groupe destiné à être cédé est affectée d'abord au goodwill, puis aux autres actifs au prorata de leur valeur comptable, à l'exception toutefois des stocks, des actifs financiers, des actifs d'impôts différés, des actifs générés par des avantages du personnel, qui continuent d'être évalués selon les principes comptables du Groupe qui leur sont applicables.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs et passifs destinés à être cédés) comme détenu en vue de la vente ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisés en résultat. Le profit comptabilisé ne peut pas excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

Note 4 – Informations relatives au bilan consolidé

4 – 1 Goodwills

Libellé	Valeurs brutes au 31/12/2020	Corrections et var. de périmètre	Pertes de valeur	Valeurs nettes au 31/12/2021
Ferroviaire et Aéronautique	4 412 948			4 412 948
Services industriels et environnement	3 600 880		(1 600 880)	2 000 000
Total	8 013 828	0	(1 600 880)	6 412 948

Libellé	Valeurs brutes au 31/12/2020	Corrections et var. de périmètre	Pertes de valeur	Valeurs nettes au 31/12/2020
Ferroviaire et Aéronautique	4 412 948			4 412 948
Services industriels et environnement	3 600 880			3 600 880
Total	8 013 828	0	0	8 013 828

Des tests d'impairments ont été réalisés au 31/12/2021 sur ces deux UGT. Ces tests ont été mis en œuvre sur la base des principales hypothèses prises au 31/12/2021 :

- Taux d'actualisation après impôt : 9% ;
- Taux de croissance à l'infini : 2% ;
- Perspectives de chiffre d'affaires et de cash-flows, déterminés sur la base des business plans sur 5 ans, élaborés par les entités opérationnelles et validés par la Direction Générale ; les business plans sont basés sur les portefeuilles clients existants et sans dégradation ou perte de clientèle.

Ces tests ont conduit à comptabiliser des pertes de valeur pour 1 600 880 € sur Graff.

4 – 2 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	39 171	116 883			73	(77 785)	
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	834 013	1 024 945	3 904	(101 843)	248	(93 241)	
Droit au bail							
Fonds commercial	31 245	15 245	16 000				
Autres immobilisations incorporelles	260 294	260 294					
Immobilisations incorporelles en cours	38 978	27 000	11 978				
Avances et acomptes s/imm. incorp.							
Immobilisations incorporelles	1 203 701	1 444 367	31 882	(101 843)	321	(171 026)	0

Amortissements et dépréciations	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements des frais d'établissement	(33 687)	(104 087)	(7 312)			77 785	(73)
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(781 197)	(891 281)	(55 179)	98 342		67 097	(176)
Amortissements droit au bail							
Amortissements fonds commercial							
Amortissements des autres immos incorp.	(260 293)	(260 189)	(104)				
Amortissements des Immobilisations incorporelles	(1 075 177)	(1 255 557)	(62 595)	98 342	0	144 882	(249)

4 – 3 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Terrains et agencements	13 419	16 894		(3 475)		
Constructions	494 093	465 484	29 612	(6 390)		5 387
Constructions sur sol d'autrui	0	6 900			(6 900)	
Installations techniques, matériel & outillage	9 531 820	10 718 185	1 191 943	(1 487 531)	(906 843)	16 066
Autres immobilisations corporelles	7 311 993	7 951 795	1 003 245	(566 134)	(1 085 005)	8 092
Immobilisations corporelles en cours	16 844	78 149	15 207	(71 862)	(4 650)	
Droits d'utilisation de biens immobiliers	9 073 453	7 164 463	2 318 813	(433 483)		23 660
Droits d'utilisation de biens mobiliers	608 577	1 701 755	83 723	(1 176 901)		
Avances et acomptes s/imm. Corp.	0	0				
Immobilisations corporelles	27 050 199	28 103 625	4 642 543	(3 745 776)	(2 003 398)	53 205

Amortissements et dépréciations	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	0	(3 475)		3 475		
Amortissements des constructions	(366 514)	(349 773)	(18 411)	3 807		(2 137)
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	0	0				
Amortissements install tech. Matériel & outil.	(8 127 474)	(8 385 985)	(1 241 293)	1 051 294	454 627	(6 117)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(5 521 742)	(5 686 160)	(806 710)	502 498	474 638	(6 008)
Amortissements des droits d'utilisation de biens immobiliers	(3 805 212)	(2 705 742)	(1 437 534)	355 306		(17 242)
Amortissements des droits d'utilisation de biens mobiliers	(524 216)	(1 386 887)	(246 158)	1 108 829		
Amortissements des Immobilisations corporelles	(18 345 158)	(18 518 022)	(3 750 106)	3 025 209	929 265	(31 504)

Depuis le 1^{er} janvier 2019, HIOLLE Industries est tenu d'appliquer la norme IFRS 16 sur les contrats de location.

La valeur brute des droits d'utilisation de biens immobiliers mis à l'actif est équivalente à la valeur de la dette financière issue de ces contrats. La valeur initiale de la dette financière est évaluée sur la base de la valeur actualisée des paiements des loyers restants dus aux bailleurs.

Le taux d'actualisation retenu est de 1.5%. Ce taux correspond au taux marginal d'endettement du Groupe.

Pour chaque contrat immobilier, la durée de location restant à courir retenue est la durée jusqu'à la première échéance du bail commercial (au bout de 3, 6 ou 9 ans) majorée d'une option de prolongation au cas où cette prolongation est raisonnablement certaine.

Subventions d'investissement comptabilisées en déduction du coût des immobilisations :

2021	Installation techniques et outillage industriels	Autres immobilisations	Total
Montant brut des subventions	0	0	0
Amortissements	0	0	0
Net	0	0	0

2020	Installation techniques et outillage industriels	Autres immobilisations	Total
Montant brut des subventions	0	0	0
Amortissements	0	0	0
Net	0	0	0

Production immobilisée :

Libellé	2021	2020
Installations techniques et outillage industriels		
Autres immobilisations		
Total	0	0

Engagement de location financement :

Libellé	2021			2020		
	Valeurs brutes	Amortissement	Clôture	Valeurs brutes	Amortissement	Clôture
Terrains						
Agencements et aménagements de terrains						
Constructions						
Constructions sur sol d'autrui						
Installations techniques, matériel & outillage	58 683	(36 909)	21 774	955 960	(860 245)	95 715
Autres immobilisations corporelles	549 895	(487 308)	62 587	745 795	(526 643)	219 152
Droits d'utilisation de biens immobiliers	9 073 453	(3 805 212)	5 268 241	7 164 463	(2 705 742)	4 458 721
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes s/imm. corp.						
Immobilisations corporelles	9 682 031	(4 329 429)	5 352 602	8 866 218	(4 092 630)	4 773 668

Valeurs brutes	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Terrains						0
Constructions						0
Constructions sur sol d'autrui						
Installations techniques, matériel & outillage	58 683	955 960		(897 277)		
Autres immobilisations corporelles	549 895	745 796	83 723	(279 624)		
Droits d'utilisation de biens immobiliers	9 073 453	7 164 463	2 318 813	(433 483)		23 660
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes s/imm. Corp.						
Immobilisations corporelles	9 682 031	8 866 219	2 402 536	(1 610 384)	0	23 660

Amortissements	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Terrains						0
Constructions						
Constructions sur sol d'autrui						
Installations techniques, matériel & outillage	(36 909)	(860 245)	(46 577)	869 913		
Autres immobilisations corporelles	(487 308)	(526 643)	(199 581)	238 916		
Droits d'utilisation de biens immobiliers	(3 805 212)	(2 705 742)	(1 437 534)	355 306		(17 242)
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes s/imm. Corp.						
Immobilisations corporelles	(4 329 429)	(4 092 630)	(1 683 692)	1 464 135	0	(17 242)

4 – 4 Actifs financiers non courants

Libellé	2021	2020
Titres mis en équivalence		0
Titres de participations non consolidés	12 620	0
Créances rattachées à des participations - part > 1 an		0
Participations et créances rattachées		0
Prêt	126 137	166 169
Dépôts et cautionnement versés	317 172	343 822
Autres	3	3 194
Autres Immobilisations financières	455 932	513 185

Le Groupe ne détient plus de titre mis en équivalence.

4 – 5 Impôts différés

Libellé	2021	2020
Impôts différés - actif	37 696	69 578
Impôts différés - passif	28 317	66 392

4 – 6 Autres actifs non courants

Libellé	2021	2020
Autres actifs non courants	262 889	31 772
Autres actifs non courants	262 889	31 772

4 – 7 Stocks et en-cours

Libellé	2021	2020
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	13 201 821	12 464 463
Provisions s/ stocks - MP, fourn. et approv.	(1 523 690)	(1 151 060)
En-cours de biens		194 095
Provisions s/ stocks - en cours de biens		
En-cours de services		
Provisions s/ stocks - en cours de services		
Produits intermédiaires finis		
Provisions s/ stocks - produits intermédiaires finis		
Stocks de marchandises	255 455	240 965
Provisions s/ stocks - marchandises	(174 104)	(174 104)
Total Stocks - Net	11 759 482	11 574 359

en euros	2020	Dotation	Reprise	Variation de périmètre	2021
Dépréciations des stocks	(1 325 164)	(473 696)	69 637	31 430	(1 697 793)

en euros	2019	Dotation	Reprise	Variation de périmètre	2020
Dépréciations des stocks	(1 173 013)	(193 034)	40 883		(1 325 164)

4 – 8 Créances d'exploitation < 1 an

Libellé	2021	2020
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	37 120 441	34 204 952
Prov. clients et comptes rattachés - part < 1 an	(741 899)	(1 271 299)
Total Créances Clients Nette	36 378 542	32 933 653
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	107 418	94 073
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	1 491 005	1 819 423
Total Créances d'exploitation hors acompte	37 976 965	34 847 149
Etat - Impôts sur les bénéfices - Courant	10 765	353 205
Avances et acomptes	276 977	196 379
Total Créances d'exploitation - Nette	38 264 707	35 396 733

Echéancier des créances nettes clients	ECHUS				NON ECHUS	TOTAL
	- 30 jours	+ 30 jours	+ 60 jours	+ 90 jours		
31/12/2021	2 836 145	883 930	1 038 706	4 670 055	27 691 604	37 120 441
31/12/2020	2 037 191	1 075 682	486 185	4 632 978	25 972 917	34 204 952

Dépréciation des créances clients	2021	2020	Dotation	Reprise prov consommée	Reprise prov non consommée	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciation des créances clients	(741 899)	(1 271 299)	(69 711)	599 473			(362)
Total	(741 899)	(1 271 299)	(69 711)	599 473	0	0	(362)

Dépréciation des créances clients	2020	2019	Dotation	Reprise prov consommée	Reprise prov non consommée	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciation des créances clients	(1 271 299)	(1 393 503)		122 204			
Total	(1 271 299)	(1 393 503)	0	122 204	0	0	0

4 – 9 Autres débiteurs

Libellé	2021	2020
Créances de Carry Back		
Créance sur intégration fiscales		
Créances courantes rattachées à des participations	3 478 721	3 907 121
Personnel et organismes sociaux		
Etat		
Autres créances	707 657	1 021 135
Charges constatées d'avance	148 423	343 598
Total Autres créances - Net	4 334 801	5 271 854

4 – 10 Trésorerie et équivalents

Libellé	2021	2020
VMP - Equivalents de trésorerie	7 227 185	1 423 182
Provisions sur VMP - Equivalent de trésorerie		
Actions propres		
Provisions sur actions propres		
Disponibilités	6 854 665	13 870 582
Intérêts courus non échus s/ dispo.	264	62
Trésorerie active	14 082 114	15 293 826
Concours bancaires (trésorerie passive)	(7 069)	(88 411)
Concours bancaires (dettes)		
Intérêts courus non échus - passif	(540)	
Trésorerie passive	(7 609)	(88 411)

Les équivalents de trésorerie, représentant 7 227 185 €, sont constitués exclusivement par des placements en SICAV et FCP qualifiés de monétaires euros, valorisés à la valeur de marché au 31/12/2021.

4 – 11 Capital social

Composition du capital

Au 31/12/2021 le capital social était composé de 9 421 056 d'actions ordinaires de valeur nominale unitaire de 1.06 euros, soit 10 000 000 Euros.

Il n'existe aucun instrument de dilution.

Options d'achat d'actions réservées aux salariés

Au 31/12/2021, il n'existe pas d'options d'achats d'actions réservées aux salariés et l'ensemble des salariés du groupe HIOLLE Industries détient environ 0.13 % du capital.

Titres d'autocontrôle

Dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'assemblée générale des associés, 240 258 titres étaient détenus au 31 décembre 2021 pour un montant total de 2 598 591 euros.

Dans le cadre du contrat de liquidité, 10 326 titres étaient détenus au 31 décembre 2021 pour un montant total de 36 613 euros.

Ainsi, la société détient au total 250 584 actions propres pour une valeur comptable brute de 2 635 205 euros. Elles sont provisionnées à hauteur de 1 736 371 euros pour ajuster leur valeur au cours de 3,59 euros, cours moyen du mois de Décembre 2021.

Conformément à l'article L 225-210 alinéa 3 du Code de Commerce, des réserves indisponibles seront constituées à hauteur de 2 635 205 euros, couvrant ainsi le montant détenu en actions propres.

Autorisations d'émission

Néant.

Restrictions

La réserve légale est entièrement dotée conformément à la législation française.

4 – 12 Dettes financières

Dettes financières	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts auprès des établissements de crédits	15 818 763	20 818 189
Droits d'utilisation de biens mobiliers	101 178	321 894
Droits d'utilisation de biens immobiliers	5 142 081	4 475 122
Autres	8 188	100 548
Total	21 070 210	25 715 753

Répartition par échéance des dettes financières

Répartition par échéance	31/12/2021	Courant	Non Courant
Emprunts	15 818 763	5 098 716	10 720 047
Droits d'utilisation de biens mobiliers	101 178	82 529	18 649
Droits d'utilisation de biens immobiliers	5 142 081	1 146 221	3 995 860
Autres	8 188	7 609	579
Total	21 070 210	6 335 075	14 735 135

Répartition par échéance	31/12/2020	Courant	Non Courant
Emprunts	20 818 189	3 983 426	16 834 763
Droits d'utilisation de biens mobiliers	321 894	245 089	76 805
Droits d'utilisation de biens immobiliers	4 475 122	962 763	3 512 359
Autres	100 548	88 410	12 138
Total	25 715 753	5 279 688	20 436 065

La variation de la Ligne « Autres » correspond au financement court terme du BFR (Billets de trésorerie et lignes de crédit à court terme). Certains contrats sont soumis au respect de ratios financiers. Au 31/12/2021, l'ensemble des ratios sont respectés.

4 – 13 Provisions pour risques et charges

Voici leur ventilation suivant l'échéance :

Provisions pour risques et charges	2021	2020	Dotation	Reprise prov consommée	Reprise prov non consommée	Variations de périmètre
Provisions pour engagement envers le personnel	2 288 381	2 441 177	279 233	(285 356)		(146 673)
Provisions pour litige commerciaux	0					
Autres provisions	736 040	585 299	473 154	(322 413)		
Total	3 024 421	3 026 476	752 387	(607 769)	0	(146 673)

Provisions pour risques et charges	2020	2019	Dotation	Reprise prov consommée	Reprise prov non consommée	Variations de périmètre
Provisions pour engagement envers le personnel	2 441 177	2 115 470	562 722	(89 939)	(147 076)	
Provisions pour litige commerciaux	0					
Autres provisions	585 299	594 766	98 969		(108 436)	
Total	3 026 476	2 710 236	661 691	(89 939)	(255 512)	0

Répartition par échéance	31/12/2021	Courant	Non Courant
Provisions pour engagement envers le personnel	2 288 381		2 288 381
Provisions pour litige commerciaux			
Autres provisions	736 040	622 917	113 123
Total	3 024 421	622 917	2 401 504

4 – 14 Actifs et passifs financiers

Au 31 décembre 2021, les actifs et passifs financiers sont classés ainsi, selon les catégories identifiées par la norme IFRS 9.

31/12/2021	Juste valeur par résultat	Coût Amorti	Juste valeur par OCI
Autres participations			12 620
Créances clients		36 252 774	
Autres créances		6 326 940	
Instruments financiers			
Charges constatées d'avance		156 849	
Valeurs Mobilières de Placements		7 227 185	
Total des actifs financiers		49 963 748	
Dettes financières à long terme		10 720 626	
Dettes de location long terme		4 014 509	
Dettes financières à court terme		5 106 325	
Dettes de location court terme		1 228 750	
Fournisseurs		8 204 027	
Avances et acomptes sur commande en cours		1 603 258	
Dettes sociales		5 874 283	
Dettes fiscales		6 084 568	
Dettes sur immobilisations		27 824	
Autres dettes		6 597 096	
Produits constatés d'avance - part < 1 an		1 379 852	
Total des passifs financiers		50 841 117	
31/12/2020	Juste valeur par résultat	Coût Amorti	Juste valeur par OCI
Autres participations			(6 634)
Créances clients		32 933 654	
Autres créances		7 074 566	
Instruments financiers			
Charges constatées d'avance		313 890	
Valeurs Mobilières de Placements		1 423 182	
Total des actifs financiers		41 745 292	
Dettes financières à long terme		16 846 901	
Dettes de location long terme		3 589 164	
Dettes financières à court terme		4 071 836	
Dettes de location court terme		1 207 852	
Fournisseurs		10 629 273	
Avances et acomptes sur commande en cours		1 376 185	
Dettes sociales		5 414 596	
Dettes fiscales		4 681 186	
Dettes sur immobilisations		1 142	
Autres dettes		(624 789)	
Produits constatés d'avance - part < 1 an		2 207 162	
Total des passifs financiers		49 400 508	

La comparaison entre la VNC et la juste valeur des actifs financiers ne fait pas apparaître d'écart significatif.

Titres de participations non consolidés

Voir paragraphe Périmètre de consolidation

Titres détenus en direct par HIOLLE INDUSTRIES	
Autres participations	12 620 €
Autres titres immobilisés	0 €

Les titres de Mécatel ont été reclassés en 2010 dans les autres participations. D'une valeur brute de 2 800 000 € ils ont été provisionnés à hauteur de 100 %.

4 – 15 Actifs et passifs éventuels

Litiges et procédures ayant donné lieu à constitution de provisions

Pour les cas où les critères de constitution des provisions sont réunis, le Groupe estime que les provisions constatées à ce jour dans les comptes sont suffisantes pour que la résolution de ces litiges n'engendre pas d'impact significatif sur ses résultats. Cette estimation du risque potentiel tient compte notamment des assurances dont le Groupe dispose.

Les autres risques liés à des contentieux, réclamations de tiers ou autres différends existants ou probables ayant donné lieu à provision au 31 décembre 2021 n'ont pas individuellement, selon l'estimation du Groupe, un impact potentiel sur les comptes suffisamment matériel pour justifier une information spécifique dans les comptes consolidés.

Litiges et procédures n'ayant pas donné lieu à constitution de provisions

Parmi les situations n'ayant pas donné lieu à constitution de provisions figurent :

- Une réclamation d'un client à l'encontre d'une filiale opérationnelle concernant le niveau de performance d'une installation de traitement de déchets. Une expertise judiciaire est en cours et le litige a été déclaré à la compagnie d'assurances. A ce stade de la procédure, le groupe ne peut estimer les conséquences financières de ce litige.
Etant donné les garanties données par les assureurs, HIOLLE Industries considère que ces conséquences n'auraient pas d'impact significatif sur les comptes sans pour autant l'exclure.
- Des contentieux avec des groupements d'entreprises auquel le groupe a participé restent en cours et sont sans évolution par rapport à l'exercice précédent. Ces dossiers n'ont donné lieu à aucun ajustement significatif sur les comptes.

Note 5 – Informations relatives au compte de résultat consolidé

5 – 1 Achats consommés

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Achats de marchandises	2 246 244	1 445 266
Achats d'études et prestations de services	645 287	173 392
Autres achats	275 412	773 828
Achats intra-groupe		
Achats non stockés de matières et fournitures	3 218 046	2 823 601
Variation stocks de marchandises	(14 490)	(24 076)
Achat m.p. fourniture & autres. Appro.	21 018 068	21 010 985
Var. stocks m.p., fourniture & autres appro.	(836 283)	(3 795 737)
Achats consommés	26 552 284	22 407 259

5 – 2 Charges externes

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Sous-traitance	5 243 772	5 089 125
Redevances de crédit-bail	4 494	7 219
Locations immobilières et charges locatives	289 504	408 109
Locations mobilières et charges locatives	806 925	615 084
Entretien et réparation	806 315	692 325
Primes d'assurances	682 553	461 863
Autres services extérieurs	20 439	(4 430)
Personnel détaché et intérimaire	6 909 664	6 119 168
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	711 492	639 461
Publicité, publications, relations publiques	113 166	95 963
Transport	1 353 288	893 697
Déplacements, missions et réceptions	2 927 862	3 264 693
Frais postaux et frais de télécommunications	315 234	360 065
Frais bancaires	11 838	30 533
Autres charges externes	351 025	291 590
Production immobilisée		
Autres charges d'exploitation	20 547 571	18 964 465

5 – 3 Charges de personnel

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Rémunérations du personnel	21 782 789	20 235 684
Charges de sécurité soc. et de prévoyance	8 455 077	7 915 542
Autres charges de personnel	590 186	104 524
Charges de personnel	30 828 052	28 255 750

Rémunérations de toutes natures

Libellé	2021	2020
Jetons de présence	18 667	16 000
Rémunération des mandataires sociaux et des organes de direction (1)	291 590	295 460
Avantage à court terme	310 257	311 460
Avantages postérieurs à l'emploi, y compris les cotisations à des régimes à cotisations définies		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiements en actions		
Total	310 257	311 460

(1) Dont 123 k€ chez HIOLLE INDUSTRIES

Libellé	2021	2020	Dotation	Reprise	Variations de périmètre
Provision pour retraite	2 288 381	2 441 177	279 233	(285 356)	(146 673)
Coût des services rendus	152 204	143 988	8 216		
Intérêts sur obligation	14 093	26 575		(12 482)	
Rendement attendu des actifs du régime	0				
Pertes/profits actuariels nets comptabilisés au cours de l'exercice	(172 422)	(327 570)	155 148		
Coûts des services passés	0	(143 988)	143 988		
Pertes/profits sur réductions et liquidations					
Total porté dans les charges de personnels	0	(1 863)	1 863		
Total	2 282 256	2 138 319	588 448	(297 838)	(146 673)

Effectif	31/12/2021	31/12/2020
Holding	20	14
Services et Environnement	137	182
Ferroviaire et Transports propres	632	610
Total (hors intérimaires)	789	806

5 – 4 Produits et charges opérationnels non récurrents

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Reprise de provision pour risque sur litiges +/- value de cession	2 733 158	284 509
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	(102 512)	
Produits et charges opérationnels non récurrents	2 630 646	284 509

5 – 5 Charges d'impôts

Libellé	2021	2020
Impôt sur les bénéfices	(443 545)	(270 961)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	(936 752)	
Impôts différés	2 935	(61 972)
CVAE	(277 562)	(490 484)
Charges d'impôts	(1 654 924)	(823 417)

Intégration fiscale

Il est rappelé que le groupe HIOLLE INDUSTRIES a opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2001 avec toutes les filiales dont il détenait 95 % ou plus.

En application de ce régime, HIOLLE INDUSTRIES - en tant que société mère - paie l'impôt sur les sociétés et les quatre acomptes. Cependant, selon les conventions d'intégration fiscale signées avec chaque société, ce sont les filiales qui supportent la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration fiscale. Elles versent donc à la société mère leurs contributions.

Les sociétés intégrées fiscalement en 2021 sont les suivantes :

- SA HIOLLE INDUSTRIES
- SAS TEAM
- SAS EUROP'USINAGE
- SAS AMODIAG ENVIRONNEMENT
- SAS APEGELEC INDUSTRIE
- SAS HIOLLE TECHNOLOGIES
- SAS RHEA
- SAS GRAFF

En 2021, le résultat fiscal lié à l'intégration fiscale est un bénéfice de 3 405 566 euros. Il en résulte une charge d'impôt sur les sociétés liée à l'intégration fiscale s'élevant à 907 078 euros.

Déficits fiscaux non utilisés de l'intégration fiscale :

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	1 803 227 €
Déficits imputés	1 803 227 €
Déficits reportables	0 €
Déficits de l'exercice	0 €
Déficits restant à reporter	0 €

Les déficits fiscaux n'ont pas été activés.

Preuve d'impôt

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	8 287 176	411 681
Taux d'impôt de l'entité consolidante	26,5%	28%
Impôt théorique	(2 196 102)	(115 271)
Effets des différences de base	679 315	54 914
Effets des différences de taux	(14 020)	(170 196)
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	202 514	538 883
Effets des déficits non activés	(49 069)	(641 263)
Ecritures manuelles sur Impôt CVAE	(277 562)	(490 484)
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(1 654 924)	(823 416)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(1 654 924)	(823 417)

5 – 6 Frais de Recherche et de développement

Libellé	2021	2020
Charges de personnels	274 546	300 360
Autres	112 819	129 153
Total	387 365	429 513

Les charges de recherche et de développement incluses dans le compte de résultat concernent TEAM TURBO MACHINES pour un montant net de 300 087 € et RHEA pour un montant net de 87 278 € (hors dépenses de prestations de conseils exposées auprès de tiers). Ces frais ont contribué à un crédit d'impôt total de 116 209 €

5 – 7 Résultat par action

Libellé	2021	2020
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère	5 308 932	78 748
En nombre d'actions		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période (excluant les actions propres) retenu pour le résultat net par action	9 421 056	9 421 056
Effet de la dilution :		
(-) Obligations convertibles :		
(-) Options d'achats ou de souscription d'actions		
(-) Attribution d'actions gratuites :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période (excluant les actions propres) ajusté pour le résultat net dilué par action	9 421 056	9 421 056
En euros		
Résultat net dilué par action :	0,56	0,01
Résultat net par action :	0,56	0,01

Montant des dividendes par action votés par l'Assemblée Générale de la société mère au titre des exercices :

Au titre de l'exercice 2017, un dividende de 0.11 euro par action a été versé.

Au titre de l'exercice 2018, un dividende de 0.15 euro par action a été versé.

Au titre de l'exercice 2019, aucun dividende n'a été versé.

Au titre de l'exercice 2020, un dividende de 0.07 euro par action a été versé.

Note 6 – Informations relatives au tableau de flux

Libellé	2021	2020	Variation
Disponibilités	6 854 931	13 870 644	-50,58%
VMP - Equivalents de trésorerie	7 227 185	1 423 182	407,82%
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	(7 609)	(88 411)	-91,39%
Trésorerie nette	14 074 507	15 205 415	-7,44%
Endettement financier Brut	(15 819 882)	(20 830 327)	-24,05%
Autres passifs financiers liés aux droits d'utilisation	(5 243 258)	(4 797 016)	9,30%
Endettement financier Net	(6 988 633)	(10 421 928)	-32,94%

Les autres passifs financiers concernent uniquement les dettes financières liées aux engagements de locations et aux crédits-baux en application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16.

Note 7 – Informations relatives aux parties liées

Le principal détenteur du capital de la société tête du Groupe HIOLE Industries est la SAS HIOLE DEVELOPPEMENT qui détient 64.96 % du capital du Groupe HIOLE Industries.

HIOLE Développement dans le cadre de son activité de Holding, détient notamment les sociétés listées ci-après dont les mandataires sociaux de ces entités sont notamment Jean Michel HIOLE, Olivier HIOLE et Véronique HIOLE.

	Entité	% détention directe	Entité	% détention indirecte
Secteur Energies	Hiolle Energies	99,37%		
Secteur Immobilier	Hiolle Immobilier	99,99%	Sci la Rougeville Sci la Rhonelle	99,96% 50%
Secteur Logistique	SAS Hiolle Logistique	100%		

Les transactions avec ces différentes sociétés se ventilent comme suit :

	31/12/2021		31/12/2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Total Groupe	1 623 575	404 657	1 740 842	1 019 265

Les soldes à la clôture se ventilent ainsi :

31/12/2021	Clients	Fournisseurs
Total Groupe	588 326	547 528

Il n'y a pas de créances douteuses ou litigieuses. Le groupe n'a donc pas constitué de provisions liées au montant des soldes.

Toutes les transactions effectuées avec des parties liées sont facturées à des conditions normales et selon des modalités courantes.

Note 8 – Informations sur les engagements hors bilan

Nature des dettes		Garanties	Engagements résiduels au 31/12/2021	Engagements résiduels au 31/12/2020
APEGELEC :				
Créances cédés	Affacturage		1 087 746	720 305
OCAM :				
Créances cédés	Affacturage			
TEAM :				
	Caution marché privé garantie exécution		80 698	
	Caution marché privé garantie à première demande		234 600	
HIOLLE INDUSTRIES :				
Filiale Hiolle Industries Maroc	Contre garantie sur engagement		3 800 000 MAD	
	Caution marché privé garantie exécution		420 000	
	Caution marché public garantie à première demande		104 428	
HIOLLE TECHNOLOGIES :				
Contrat OSEO Financement	Créances données en garantie			
Emprunt Crédit Agricole (79 k€)	BPI France et Nantissement des titres Hiolle Technologies		0	4 493
Crédit de trésorerie par billet (Crédit du Nord) de 500 k€	Aval			
	Caution marché privé retenue de garantie travaux		2 034	2 034
	Caution marché privé garantie exécution		52 988	52 988
	Caution marché public garantie à première demande		0	96 523
	Caution marché privé restitution			
Emprunt Crédit Coopératif (135 k€)	Nantissement fonds de commerce		0	135 000
	Caution Société Garantie Coop. Mut. Provence Alpes Co.		0	2 163
	Caution BPI Financement		0	2 884
Emprunt Société Marseillaise de Crédit (135 k€)	Nantissement du fonds de commerce			
	Contre garantie BPI France à hauteur de 40%			
Crédit de trésorerie (500 k€)	Cession de créances loi Dailly			
BNP	Nantissement de marchandises		100 000	100 000
	Coontregarde Sté Caut Mut		0	2 700 000
	Interv. BPIFRANCE Financement		0	173 500
	Gage cpte instr. Financiers		0	347 000
	Assurance DIT		0	347 000
Société Générale	Caution PGE		0	3 000 000

Note 9 – Informations sur l'exposition aux risques

Les activités du groupe sont exposées à certains facteurs de risques. Sont analysés par secteurs d'activités les risques suivants : les risques financiers (liquidités, taux, change...), les risques juridiques (évolution réglementaires, litiges...), les risques opérationnels (liés aux marchés, aux fournisseurs, aux clients, à l'environnement...).

9 – 1 Les risques financiers

Risque de taux

Le Groupe HIOLLE Industries n'est que très faiblement exposé au risque de taux d'intérêt. En effet, au 31/12/2021, le capital restant dû des emprunts souscrits à taux variables et les billets de trésorerie court terme s'élève à 1 310 217 €. Une variation de 1% des taux aurait donc un impact de 13 102 €

Endettement au 31/12/2021 (hors retraitement IFRS 16)

Répartition par échéance	à moins d'un an		de 1 à 5 ans		à plus de 5 ans		Total	
	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe
Dettes financières	304 148	4 777 394	1 006 069	9 634 389		79 589	1 310 217	14 491 372
<i>Dont concours bancaire courant</i>	7 069						7 069	0
Trésorerie	(14 074 507)						(14 074 507)	0
Position nette	(13 770 359)	4 777 394	1 006 069	9 634 389	0	79 589	(12 764 290)	14 491 372
Produits dérivés							0	0
Position nette après gestion	(13 770 359)	4 777 394	1 006 069	9 634 389	0	79 589	(12 764 290)	14 491 372

Endettement au 31/12/2020 (hors retraitement IFRS 16)

Répartition par échéance	à moins d'un an		de 1 à 5 ans		à plus de 5 ans		Total	
	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe
Dettes financières	738 411	3 287 498	1 200 000	14 385 087	150 000	1 099 676	2 088 411	18 772 260
<i>Dont concours bancaire courant</i>	88 411						88 411	0
Trésorerie	(15 205 415)						(15 205 415)	0
Position nette	(14 467 004)	3 287 498	1 200 000	14 385 087	150 000	1 099 676	(13 117 004)	18 772 260
Produits dérivés							0	0
Position nette après gestion	(14 467 004)	3 287 498	1 200 000	14 385 087	150 000	1 099 676	(13 117 004)	18 772 260

Risques de liquidité liés à l'obtention de financements

La gestion opérationnelle de la liquidité et le financement à court terme sont assurés par la Direction financière qui veille à assurer à tout moment la liquidité du Groupe tout en tenant compte des conditions générales de marché.

Des facilités de trésorerie pour chaque filiale sont accordées par les banques et renouvelées chaque année avec une négociation « Groupe ». Ces facilités permettent de couvrir les besoins maximums estimés par la direction et ne sont utilisées que ponctuellement, notamment pour faire face à certains décalages de trésorerie qui n'excèdent pas quelques jours en date de valeur. HIOLLE Industries a par ailleurs la possibilité de mobiliser son poste clients en cas de besoins de trésorerie immédiats et importants.

Sur 2021, la société APEGELEC a eu recours à l'affacturage. Les sociétés HIOLLE TECHNOLOGIES, TEAM TURBO MACHINES et TEAM, pour faire face à leur besoin en fonds de roulement, ont eu recours à des cessions de créances auprès des organismes OSEO et BPI.

Risques de change

Le Groupe estime que le risque de change auquel il est exposé n'est pas significatif étant donné que très peu de contrats commerciaux sont rédigés dans une autre devise que l'euro.

Risques actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie du Groupe est placée en produits monétaires sans risque.

9 – 2 Les risques juridiques

Evolution de la réglementation

En tant que prestataires de services, le groupe n'est soumis à aucune réglementation particulière et/ou spécifique liée à ses activités. Aucune autorisation préalable d'exploitation n'est ainsi exigée.

HIOLE Industries estime respecter d'une manière générale l'ensemble des dispositions réglementaires afférentes et n'estime donc pas courir de risques importants quant à l'évolution et/ou changement du cadre législatif et réglementaire.

Litiges commerciaux

Il est usuel que dans la conduite des affaires quelques litiges surviennent. HIOLE Industries peut être impliquée dans des procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités.

9 – 3 Les risques opérationnels

Risques clients

Par sa structure « multi-entreprises » et par son positionnement « multi-marchés », le groupe HIOLE INDUSTRIES possède un portefeuille clients très important. Seuls un client lié à l'activité ferroviaire représente un pourcentage significatif du chiffre d'affaires consolidé : ALSTOM avec 42,40 %. Cependant le chiffre d'affaires réalisé avec ce client correspond à des travaux multi-pays, multi-sites, et à de nombreuses commandes et des contrats pluri annuels qui limitent les risques de dépendance clients.

HIOLE INDUSTRIES n'est que faiblement exposé au risque d'impayé dans la mesure où, d'une part, le volume de chiffre d'affaires par client est relativement faible et, d'autre part, les principaux clients sont de grands comptes avec une forte assise financière ou des collectivités locales avec des budgets assurés pour les travaux effectués.

Le groupe a mis en place une politique visant à limiter cette exposition, notamment par l'analyse de la solvabilité des clients préalablement à l'acceptation d'une commande importante. Par ailleurs, certaines filiales telles que RHEA ELECTRONIQUE a des contrats d'assurance-crédit clients auprès de la compagnie ELLISPHERE.

Risques fournisseurs et sous-traitance

Les fournisseurs du groupe sont nombreux et aucun d'entre eux n'a une importance prépondérante. L'ensemble de ces fournisseurs peut être rapidement remplacé et le risque de dépendance est faible.

Risques environnementaux et technologiques

Le groupe est faiblement exposé au risque Environnement, car il exerce principalement une activité de prestataire de service et non de production de matières pouvant présenter des risques liés à la pollution de l'environnement. Toutefois, le groupe a mis en place des procédures visant à recenser les risques courus, notamment lors de la manipulation de matériaux et à veiller au respect de la législation en la matière. Ne disposant d'aucune installation classée figurant sur la liste prévue à l'article L515-8 du code de l'environnement, les sociétés du groupe HIOLLE ne sont pas directement concernées par les risques technologiques.

Risques marchés et concurrence

La concurrence en général s'intensifie et HIOLLE ne peut exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché ou qu'un nouvel entrant puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment du groupe. Par ailleurs, les marchés évoluent sans cesse. Cependant le groupe travaille sur deux grands secteurs d'activités et réduit ainsi les risques de subir une mauvaise évolution d'un secteur particulier. HIOLLE Industries mène plusieurs réflexions stratégiques pour renouveler son positionnement en fonction de ces évolutions de marchés et de l'environnement concurrentiel.

Risques fiscaux et sociaux

Les différentes filiales du groupe font l'objet de contrôles fiscaux et sociaux réguliers. Les redressements éventuels sont provisionnés dans les comptes au 31 Décembre 2021 et n'affectent pas de manière significative la situation financière du Groupe.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.